

Bemba rentre d'exil et défie Kabila

VINCENT GEORIS

La campagne pour la présidentielle en République démocratique du Congo (RDC) passe à la vitesse supérieure. Le retour de l'opposant Jean-Pierre Bemba sur le sol congolais, ce mercredi, devrait être suivi par celui de Moïse Katumbi, prévu vendredi. Tous deux ont la ferme intention de déposer leur candidature au scrutin du 23 décembre prochain.

L'ancien chef rebelle Jean-Pierre Bemba est arrivé mercredi matin à Kinshasa, où il a été accueilli par des milliers de partisans à l'aéroport et dans les rues de la capitale.

Son avion privé a atterri à l'aéroport de N'djili après avoir décollé de Belgique. «Après une décennie d'absence, je suis en route vers la terre de mes ancêtres, ma patrie», avait-il tweeté avant de décoller.

Des fidèles de Moïse Katumbi étaient aussi venus l'acclamer. Un accueil officiel, par le ministre des Relations avec le Parlement Jean-Pierre Lisanga, lui fut également réservé.

Jean-Pierre Bemba a quitté son pays en 2007 et passé dix ans en prison. Accusé de crimes commis en République centrafricaine auprès de la Cour pénale internationale (CPI), il a été condamné à 18 ans de prison en 2016 et acquitté en appel en juin dernier.

Le patron du Mouvement de Libération du Congo (MLC), ancien vice-président de la RDC, compte bien remporter les élections, estimant qu'à 55 ans, il n'est «pas trop vieux pour diriger la RDC». Il devrait

déposer sa candidature ce jeudi à Kinshasa et rejoindre ensuite son fief de Gemena. Un sondage publié mardi le donne en tête à 19%, ex aequo avec le chef de l'opposition Félix Tshisekedi.

Son arrivée en RDC a fait craindre des débordements au sein de la population. Un important dispositif policier a été déployé dans la capitale. La police n'a pas hésité à utiliser des gaz lacrymogènes pour disperser la foule.

Le gouvernement de RDC n'entend pas laisser Jean-Pierre Bemba se présenter aux élections. Vendredi dernier, la coalition au pouvoir l'a jugé inéligible en raison d'une affaire de subornation de témoin devant la CPI.

Katumbi de retour vendredi

Moïse Katumbi, l'ancien gouverneur du Katanga, devrait rentrer d'exil ce vendredi. Le riche homme d'affaires a fait une demande pour atterrir dans son fief de Lubumbashi. Il compte, lui aussi, déposer sa candidature pour la présidentielle. Il est à la tête du mouvement Ensemble pour le changement.

Moïse Katumbi, dépeint en 2015 comme l'homme le plus influent du Congo après Joseph Kabila, a été condamné à trois ans de prison dans le cadre d'une obscure affaire immobilière.

En 2016, un sondage le donnait en tête des intentions de vote. Au lendemain du dépôt de sa candida-

ture à la présidentielle, il fut accusé de préparer un coup d'État. Le ministre de la Justice prétendait qu'il aurait recruté l'ancien conseiller de sécurité américain Darryl Lewis pour fomenter le putsch. Mais l'accusation ne tint pas. Moïse Katumbi, blessé lors de violences policières, fut évacué de RDC. Un long exil commença pour lui.

L'affaire immobilière paraît tout aussi fantaisiste. Moïse Katumbi fut accusé d'avoir spolié la maison d'un citoyen grec à Lubumbashi, mais il était apparu, quelque temps plus tard, que l'immeuble n'appartenait pas au plaignant. La juge elle-même dénonça les pressions subies par le ministre de la Justice pour qu'elle condamne l'opposant.

Cette condamnation rend Moïse Katumbi inéligible. Mais la Conférence épiscopale du Congo (Cenco) a plaidé sa cause, estimant que les affaires attribuées à Moïse Katumbi sont des «règlements de compte politiques». Le dernier sondage lui octroie un score de 17%.

En juin 2017, le Comité des droits de l'homme des Nations unies a dénoncé l'acharnement contre Moïse Katumbi et exigé qu'il puisse rentrer en RDC pour poser sa candidature à la présidentielle. Rien ne garantit, toutefois, que le gouvernement de RDC l'autorise à se présenter.

Une situation explosive

Si la Commission électorale indépendante (Ceni) rejette la candida-

ture des deux opposants, le pays pourrait connaître des émeutes. Jean-Pierre Bemba s'était porté candidat à la présidentielle de 2006 et son échec avait entraîné des troubles importants.

L'avenir de Joseph Kabila est incertain. Le Président sortant ne peut plus se présenter aux élections, la Constitution du pays n'autorisant que deux mandats. Selon certaines sources, le Président aurait chargé ses proches de désigner un successeur. Joseph Kabila n'a jamais exclu sa candidature, mais son image au sein de la population semble écornée. Le dernier sondage ne lui reconnaît que 9% des suffrages.

Les candidats à la présidentielle ont jusqu'au 8 août pour déposer leur dossier devant la Ceni.

LE RÉSUMÉ

L'opposant Jean-Pierre Bemba est de retour en RDC après onze ans d'exil.

Bemba compte déposer sa candidature pour l'élection présidentielle.

Moïse Katumbi, un autre opposant, annonce son retour vendredi, pour déposer, lui aussi, sa candidature.

Ni l'un ni l'autre n'ont la garantie d'être considérés comme éligibles par la commission électorale. Le pays est au bord de l'explosion.